

"Une révolution européenne ?" Discours de Paul-Henri Spaak (Rome, 26 mars 1957)

Légende: Le 26 mars 1957, au lendemain de la signature des traités de Rome, Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères et président de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom, prononce au siège de la Banco di Roma un discours dans lequel il rappelle le déroulement et les enjeux économiques et politiques de la relance européenne.

Source: SPAAK, Paul-Henri. Una rivoluzione europea ?, Discorso pronunciato a Roma il 26 marzo 1957 nella sede del Banco di Roma. SILLANI, Tomaso (sous la dir.). Roma: Banco di Roma-Centro italiano di studi per la riconciliazione internazionale, 1957. p. 15-43.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_revolution_europeenne_discours_de_paul_henri_spaa_rome_26_mars_1957-fr-75b33410-db02-4778-b371-475cde3fd726.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Une révolution européenne ?

Discours de Paul-Henri Spaak à la Banco di Roma sur les traités de Rome (26 mars 1957)

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Ainsi va la vie. Lorsqu'on m'a fait l'honneur de me demander cette conférence, j'ai cherché quel titre renouvelé je pourrais donner à ma conviction européenne et je crois que j'ai choisi « Une révolution européenne », sujet et titre particulièrement dynamiques, qui devraient être traités par un orateur debout, en possession de tous ses moyens et je me rends compte de la difficulté qu'il y a à traiter d'une révolution avec une attaque de goutte ! Ce sera donc une révolution plus calme que celle que j'avais prévue, que j'essaierai de vous exposer.

Nous avons signé hier, dans le prestigieux décor du Capitale, deux traités qui, par eux-mêmes, sont d'une importance exceptionnelle mais qui cependant ne peuvent être compris dans leur intégralité, dans leur totalité, que si on les place exactement dans l'ensemble d'idées qu'ils représentent.

Certes, c'est une chose extrêmement importante de créer un Marché commun et de mettre en commun ses forces économiques et financières pour essayer de maîtriser l'énergie nucléaire, mais tout cela n'a de sens cependant que si on le considère comme une étape et, probablement, tout-au-moins je l'espère, une étape décisive accomplie avec la volonté de sauver l'Europe du déclin et, pour employer un mot qui paraît assez fort mais qui est, hélas, je crois, assez juste, pour sauver l'Europe de la décadence vers laquelle elle va.

La grande difficulté du propagandiste de l'idée européenne c'est de savoir où en est son auditoire. Si vous étiez tous comme moi, absolument persuadés de cette nécessité de sauver l'Europe, je pourrais bondir tout de suite, ou quasi, à la conclusion de mon exposé et vous dire ce que représentent plus particulièrement, plus essentiellement, les deux traités signés hier. Mais, après tout, je n'ai pas l'honneur de vous connaître tous, du moins individuellement, et je ne sais pas si au fond d'eux-mêmes certains d'entre vous ne trouvent pas toute cette agitation européenne un peu superficielle et peut-être un peu inutile.

Peut-être y en a-t-il parmi vous qui pensent que l'Europe ne va pas si mal. Et, en effet, quand on la parcourt et qu'on voit ses réalisations de toutes sortes, industrielles, économiques et sociales; quand, tout-au-moins à certains échelons, on contemple le niveau de vie de sa population, on pourrait avoir la tentation superficielle de dire : mais nous sommes capables en Europe, chacun individuellement, de résoudre nos problèmes et de suivre notre voie vers une civilisation plus belle, vers une expansion économique plus large, vers une justice sociale plus grande.

Je crois que cette vue est superficielle et fautive : je crois que l'Europe d'aujourd'hui est une Europe malade. Il me semble que ce n'est pas très difficile de démontrer qu'il y a un certain nombre d'arguments de bon sens qui doivent frapper à peu près tout le monde et que si l'on réfléchit à la question, on doit arriver à la même conclusion que moi-même.

Est-ce qu'il y a quelqu'un qui oserait vraiment contester que les différents pays d'Europe pris séparément ou en groupes, ne jouent plus aujourd'hui dans le monde le rôle politique, diplomatique et militaire qu'ils ont joué pendant si longtemps ? Je dis « si longtemps » car il me semble que l'on peut affirmer sans crainte de se tromper que pendant 25 siècles d'Histoire, c'est sur les bords de la Méditerranée et sur les bords européens de l'Océan atlantique que se sont concentrés la force militaire, l'influence diplomatique et le rayonnement intellectuel. Et il ne faut pas avoir fait des études bien poussées pour sentir, quand on pense dans cet ordre d'idées, venir à l'esprit tout naturellement les noms des grandes villes qui ont symbolisé cette civilisation de 25 siècles; Athènes, Rome, Paris, Londres, Madrid, Vienne. Qui oserait encore soutenir que c'est toujours sur les bords de la Méditerranée et sur les bords européens de l'Océan atlantique que se prennent aujourd'hui les grandes décisions dont dépendent notre sort et notre avenir ? Qui oserait contester qu'en réalité ces grandes décisions se prennent à Washington et, si nous voulons être tout-à-fait sincères avec nous-mêmes, qui oserait contester qu'elles se prennent aussi à Moscou ?

Il n'a pas fallu 50 ans, et ces 50 ans sont peu de chose en présence des 25 siècles que j'évoquais il y a un instant, il n'a pas fallu 50 ans, dis-je, pour que s'opère ce déplacement essentiel. Mais notre déclin - je ne vois pas quel autre mot je pourrais me permettre d'employer si dur soit-il - notre déclin n'est pas seulement un déclin politique, notre déclin est aussi un déclin économique.

Un jour, dans une conférence, emporté peut-être par un lyrisme qui au début a paru excessif à mes auditeurs, j'ai dit : « Faisons bien attention. Si nous ne prenons pas des mesures radicales, dans 25 ans, les pays de l'Europe seront des pays sous-développés ». J'ai vu que la phrase était trop dure et que l'auditeur moyen avait le sentiment que j'exagérais, que je me laissais emporter par ma passion et pourtant, j'ai réfléchi depuis et j'ai repris cette idée car je la crois juste.

Qu'est-ce que c'est qu'un pays sous-développé ? Un pays sous-développé n'est pas nécessairement un pays où les gens n'ont pas de quoi manger ni de toit pour s'abriter, où ils connaissent la misère la plus effroyable. Quand nous disons qu'un pays est sous-développé, cela veut dire tout simplement que quand nous comparons notre standing de vie au sien, nous constatons que le nôtre est meilleur, que nos conditions d'existence sont plus faciles, plus heureuses et, dès lors, faisant cette comparaison à notre avantage, nous disons des autres « ils sont sous-développés économiquement ». J'ai le regret de le dire, nous sommes déjà aujourd'hui, par égard aux États-Unis d'Amérique, des pays sous-développés. Leur progrès économique, leur niveau social, leurs conditions d'existence sont dès maintenant supérieures - et très supérieures - au niveau, non pas des plus pauvres mais des plus riches pays européens. Et ce qu'il y a d'inquiétant dans cette constatation, c'est que ce phénomène est relativement récent.

Dans cette conférence où je suis venu sans notes et sans papiers, je ne me permettrai pas de faire beaucoup de citations ni de me référer à de nombreuses statistiques. Je veux cependant rappeler une petite chose que j'ai lue il y a quelque temps et qui m'a beaucoup frappé. Il s'agit d'une petite statistique puisée dans un livre intitulé « L'Europe en 1960 » qui a été écrit par M. Fourastié qui est, je crois, un des meilleurs économistes du moment, et où l'on découvre la constatation suivante : en 1880, l'ouvrier américain, avec le montant d'une heure de salaire, pouvait acheter 3,3 kg de pain; à la même époque, en 1880, avec une heure de salaire, l'ouvrier français pouvait acheter lui aussi 3,3 kg de pain. Mais en 1954, avec le montant d'une heure de salaire, l'ouvrier américain peut acheter 18 kg de pain, tandis que l'ouvrier français ne peut toujours acheter que 3,3 kg de pain. Je sais bien qu'il s'agit là de statistiques qui donnent seulement des ordres de grandeurs et auxquelles il ne faut pas attacher une importance mathématique. Mais je crois que la tendance que cela indique est vraie et que nous devons reconnaître qu'il y a aujourd'hui des communautés humaines, et spécialement les États-Unis, qui, dans les 75 dernières années, se sont développées à un rythme infiniment plus rapide et plus brillant et que notre Europe qui a occupé pendant si longtemps, pas seulement la première place politique mais la première place économique et, nécessairement, la première place sociale, l'a aujourd'hui perdue. Et je suis, quant à moi, convaincu que si nous ne faisons pas un très sérieux effort, un très grand effort, ce phénomène que je viens d'indiquer va s'amplifier dans des proportions considérables au cours des années qui viennent.

Les rédacteurs du premier rapport de Bruxelles (cette conférence qui a suivi la conférence de Venise) ont fait, dans leur chapitre introductif, une triple constatation qui n'a pas été et ne pourrait pas être démentie.

Ils ont constaté qu'en Europe occidentale, il n'y avait plus aujourd'hui un seul pays capable d'employer dans la construction d'automobiles les plus grandes machines utilisées à l'heure actuelle dans l'industrie similaire aux États-Unis. Ils ont constaté qu'en Europe continentale il n'y avait pas à l'heure actuelle un seul pays qui pouvait construire les plus grands avions de transport. Ils ont constaté qu'en ce qui concerne la recherche nucléaire et l'utilisation industrielle de la force atomique, tous les pays de l'Europe continentale sont de 5 à 10 ans en arrière sur les États-Unis et je crois qu'à ces trois constatations, on peut en ajouter une autre.

Nous sommes en présence d'une révolution industrielle, nous allons bientôt avoir à faire face aux problèmes que va poser dans l'industrie l'application de l'automatisation. Je crois qu'il n'y a pas un seul pays de l'Europe occidentale où le phénomène de l'automatisation n'apparaît pas beaucoup plus comme l'annonce d'une grave crise sociale que comme un moyen de vaste expansion économique.

Si l'on ajoute les unes aux autres ces quelques constatations décevantes, je crois que je n'exagère pas quand je dis quel sentiment d'inquiétude et, dans une certaine mesure, quel sentiment de honte, elles représentent pour un continent qui, il y a peu de temps encore, était à la tête du progrès dans tous les domaines.

Il faut être persuadé de la réalité de ces constatations pour comprendre et pour apprécier ce qu'on appelle l'effort européen, l'effort pour intégrer les forces économiques des pays de l'Europe, l'effort qui un jour peut donner à cette Europe une structure politique nouvelle, plus coordonnée et plus unie.

Les orateurs et les conférenciers doivent, à un moment donné — c'est indispensable pour leur raisonnement et pour la suite de leur discours — considérer que leurs prémisses sont acquises. Il faut, pour que vous puissiez continuer à me suivre et, je l'espère, m'approuver tout à l'heure dans mes conclusions, il faut donc que vous ayez le sentiment profond et j'ajoute le sentiment urgent de cette nécessité d'un effort européen destiné à arrêter, à entraver cette marche vers le déclin qui pourrait nous mener à la décadence.

Quel est le sens de cet effort ? Je ne voudrais pas que vous puissiez croire, même si tout-à-l'heure je suis obligé d'insister quelque peu sur le Marché commun et l'Euratom, que les préoccupations qui m'animent sont des préoccupations uniquement matérielles. Je crois que lorsque nous parlons de sauver l'Europe, avant même de sauver son économie et ses possibilités de progrès social, avant même de sauver la place politique, militaire, diplomatique qu'elle occupe dans le monde, il faut songer à sauver ce que je me permets d'appeler le « message européen », le message de la civilisation européenne, le message moral de l'Europe, message auquel, pour ma part, je crois profondément. Ce message, incontestablement, est menacé aujourd'hui.

Nous vivons une de ces époques de l'Histoire où ce sont les choses fondamentales, où ce sont les problèmes essentiels qui doivent être résolus. Nous vivons - c'est mon sentiment et ma conviction - un moment de l'histoire où de nouveau, car ce n'est pas la première fois que cela se présente, plusieurs civilisations (au moins deux civilisations) sont confrontées. Et j'essaie souvent d'attirer l'attention de mes concitoyens ou de mes contemporains sur la signification exacte qu'il faut donner aux problèmes du communisme.

Bien certainement, je ne suis pas communiste. Mais je ne suis pas communiste à cause des divergences économiques ou sociales que je pourrais avoir avec eux sur l'organisation de l'industrie et du monde. Pour exprimer ma pensée autrement, je ne suis pas anticommuniste parce que les communistes seraient pour la nationalisation de l'industrie ou même - je m'excuse de le dire dans un décor aussi austère - parce qu'ils sont anticapitalistes. Non, c'est certainement un problème fort intéressant qui peut soulever bien des passions, bien des passions nécessaires, mais là ne se trouve pas, je dois le confesser, l'essence de mon anticommunisme. Je suis anticommuniste parce que le communisme - il faut que les gens le comprennent - n'est pas un parti plus à gauche que les autres, comme tant de personnes le croient encore. Le communisme c'est un essai de civilisation, c'est un essai de créer un mode de vie, un mode de pensée, un mode de relations entre les hommes, qui est radicalement l'opposé de la civilisation à laquelle nous appartenons. Cette civilisation - et pour tous ceux qui connaissent mes tendances philosophiques ce que je vais déclarer paraîtra peut-être surprenant - cette civilisation est, que nous le voulions ou non, la civilisation chrétienne. Je l'ai dit un jour à Strasbourg : quand les temps seront révolus, lorsque nous aurons tous disparu depuis de longues et de longues années et quand on voudra raconter l'aventure humaine que nous avons vécue, on ne pourra pas, quelles que soient nos convictions religieuses ou philosophiques, dire autre chose que ceci : les gens de ce temps-là, les gens de ce siècle-là ont vécu ensemble l'aventure, l'immense aventure de la civilisation chrétienne. Et, étant donné que je ne suis pas un philosophe cherchant à résumer en peu de phrases ce qui paraît l'essentiel de cette civilisation, je crois pouvoir dire que la civilisation chrétienne a apporté au monde une conception particulière de l'homme, fondée sur le respect qu'il faut avoir pour la personnalité humaine, et que c'est de cela que découle tout le reste. Bien sûr, cette civilisation n'est pas encore arrivée à donner son maximum et les principes qui sont contenus en elle ont été souvent détournés de leur finalité. Et nous ne pourrions croire que nous avons vraiment apporté au respect de la personnalité humaine tout ce que nous lui devons que le jour où nous aurons créé - et je m'excuse de descendre du plan philosophique sur le plan politique - que le jour où nous aurons créé une vraie démocratie politique où la liberté politique sera assurée d'une manière définitive. Et j'ajoute, croyant que c'est au moins aussi important, que la personnalité humaine ne sera vraiment respectée que le jour où une complète justice sociale aura été organisée et réglée dans notre société. Tout ceci se tient, tout ceci ne fait qu'un et c'est contre

tout ceci que s'oppose le communisme.

Dans le communisme, il n'y a rien à la mesure de l'homme. Le communisme nie et méprise l'homme et doit nécessairement tirer de ces prémisses absolument opposées une série de conclusions qui établissent aujourd'hui entre les deux grands courants de pensée qui semblent déchirer le monde, un fossé qui, du point de vue philosophique et politique, est vraiment infranchissable.

Cette défense du message européen, c'est vraiment la défense de l'homme. Je crois que, bien que nous soyons intimement liés avec d'autres continents auxquels nous devons d'ailleurs tant de reconnaissance pour l'effort qu'ils ont fait et qu'ils font tous les jours pour nous aider, je crois que ce message humain, ce message de l'homme, c'est en Europe qu'il se trouve et que c'est en Europe qu'il doit être défendu. Et même sur ce point - je n'hésite pas à le dire - quand je vois le développement de la civilisation aux États-Unis, j'ai quelques doutes et quelques inquiétudes. Car, bien sûr, nous ne pouvons plus concevoir aujourd'hui une civilisation qui n'est pas une civilisation de masses dans ce sens qu'il faut avant tout assurer le bien-être de celles-ci. Mais, en même temps, il nous faut absolument protéger les possibilités de l'homme et de l'individu.

C'est, je crois, ce que l'Europe doit faire. Cet individualisme qui nous conduit parfois à une certaine indiscipline et nous apporte quelquefois un certain nombre de difficultés et de malheurs, c'est cependant il faut le reconnaître, l'essence de ce message européen. C'est donc cela qu'il faut en ordre principal sauver en organisant notre vie économique, en permettant notre progrès social, et je crois que la conviction doit être maintenant absolue individuellement - je dis « individuellement » cela veut dire peuple par peuple, pris chacun pour lui-même - que, laissés à nos seules forces respectives nous n'y arriverons pas.

Une nouvelle conviction que j'ai extrêmement forte, c'est que l'avenir appartient aux grandes communautés. C'est seulement dans les grandes communautés qu'il y a la possibilité aujourd'hui d'appliquer les derniers et sensationnels progrès de la science et de la technique. Des communautés de neuf millions d'habitants - je pense d'abord à celles-ci parce que c'est à l'une d'elles que j'appartiens - et même des communautés de 40 ou 50 millions d'habitants, ne sont plus aujourd'hui capables de résoudre les problèmes que pose le développement de l'économie à la mesure des possibilités nouvelles. Je crois au fond que c'est de ce sentiment qu'est née l'idée de refaire ou de reconstruire l'Europe sur de nouvelles bases. Tout à l'heure, on vous l'a dit et on vous l'a rappelé, l'idée de l'Europe est une très vieille idée. Elle avait repris une certaine force après la fin de la première guerre mondiale, puis les événements ont été tellement décevants qu'au lieu de nous rapprocher, ils nous ont séparés, et nous avons marché allègrement vers la seconde guerre mondiale. Après l'armistice de 1945, pour des raisons de politique, nous n'avons pas osé, nous n'avons pas tenté, nous n'avons pas eu le courage et l'audace de reconstruire l'Europe comme une seule unité et il a fallu vraiment les événements de 1948 - je parle plus spécialement du coup d'État de Prague - pour que les hommes d'État européens comprennent que s'ils ne mettaient pas une barrière à ce que nous pourrions appeler l'impérialisme soviétique, nous risquions de voir l'Europe toute entière submergée. Et nous nous sommes bien rendu compte à ce moment-là que ce qui s'était passé à Prague pouvait parfaitement, suivant d'autres méthodes et dans d'autres circonstances, se passer autre part si nous ne nous décidions pas fermement à l'empêcher. Et c'est ainsi qu'est né à la fois le Pacte atlantique et qu'a ressurgi des cendres l'idée européenne.

1948. Nous sommes en 1957. Neuf années seulement se sont écoulées; elles ont été bien remplies; quand on regarde en arrière et quand on pense à hier, au sens exact du mot, on se dit que l'évolution a été malgré tout rapide et les progrès sensationnels.

Je ne suis pas un doctrinaire de l'Europe unie. On m'a souvent demandé si j'étais fédéraliste ou non, constitutionnaliste ou non, si je voulais faire l'Europe politiquement ou économiquement. J'ai toujours répondu que je voulais faire l'Europe tout court et par la voie la meilleure. Si à certains moments, la voie politique m'a semblé la meilleure et la plus utilisable, j'ai choisi la voie politique; quand la voie militaire m'a semblé la meilleure, j'ai choisi la voie militaire et quand la voie économique m'a paru la meilleure, j'ai choisi la voie économique. Je crois qu'après tout, toutes ces distinctions sont assez subtiles et artificielles parce que toutes ces choses se tiennent. Et si on fait l'Europe économique, on arrivera fatalement un jour à l'Europe politique. Comme, ayant d'abord créé l'Europe politique, on aurait dû créer ensuite l'Europe économique pour la faire vivre.

Nous avons commencé par un effort politique quand nous avons créé le Conseil de l'Europe, grande espérance. Mais dans une lutte telle que celle entreprise pour constituer l'Europe unie, on connaît des succès, on connaît des défaites. Il y a des jours d'espérance et des jours de découragement et de désillusion. Nous nous sommes aperçus qu'une Europe à six, qui est au fond l'Europe que nous rêvons, était difficile à faire; qu'il n'y avait pas là une unité de pensée assez grande; que pour les uns, le Conseil de l'Europe était un commencement, que pour les autres au contraire il était une fin. Il faut bien reconnaître aussi que les institutions que nous avons créées étaient loin d'être parfaites. En un mot, le Conseil de l'Europe, bien qu'il soit utile, n'a pas donné tout ce que nous en espérions.

Il y a eu alors la tentative heureuse de MM. Schuman et Jean Monnet pour la création de la Communauté du charbon et de l'acier qui était, peut-on dire, l'antipode de l'Europe politique : résoudre une question économique mais en lui donnant une solution européenne. Et dans les réalités européennes du moment, il est clair que la CECA est l'une des plus vivantes et des plus prometteuses.

Puis nous avons eu la tentative de la Communauté européenne de défense et son échec, car elle impliquait une cohésion politique pour laquelle il a semblé que certains n'étaient pas encore prêts et mûrs. Cet échec n'a pas été seulement la faillite d'une formule politique, il a été pendant de nombreux mois et même pendant de longues années un coup dur porté à la Communauté européenne tout entière. Et il a fallu bien des mois aux Européens pour retrouver leur équilibre et la voie dans laquelle ils devaient s'engager.

Cette voie a été retrouvée à Messine, il y a deux ans à peu près, lorsque les ministres des Affaires étrangères des pays de la CECA ont publié un communiqué qu'ils considéraient comme sensationnel et qui a passé presque inaperçu. Les ministres déclaraient en effet, avec force et avec audace que le but essentiel de leur politique européenne était la création d'un Marché commun total et définitif entre leurs six pays et la création d'un organisme qui ne s'appelait pas encore Euratom mais qui devait cependant leur permettre de maîtriser en commun la force nucléaire pour permettre à l'Europe de regagner son retard.

Si, comme je commence à le croire sérieusement maintenant, notre effort aboutit d'une manière définitive, l'Historien de l'avenir attachera une importance considérable au communiqué de Messine qui renferme le nœud du problème et la clef de la solution.

Pourtant, je le dis sans le moindre ressentiment, ce communiqué n'a pas fait sensation à l'époque. D'abord on s'est dit : les ministres des Affaires étrangères qui s'occupent d'affaires économiques sont là un peu en-dehors de leur mission; ils débordent sur des terrains qui sont réservés à d'autres et il s'agit probablement d'une de ces manifestations verbales comme on en a tant vu au cours de ces dernières années au sujet de l'Europe; c'est un coup de chapeau à une idée qui est sympathique, à un idéal qui est grand. Mais, vraiment, réaliser au lendemain de l'échec de la CED un Marché commun intégral et complet pour les six pays de l'Europe, c'est une illusion et il ne faut pas s'en inquiéter.

Je ne sais plus exactement dans quel état d'esprit nous étions, chacun d'entre nous, quand nous avons quitté Messine. Nous étions certainement sincères et de bonne foi et nous pensions qu'il fallait réaliser ce que nous avions dit, mais c'était certainement une très grande chose dont à l'époque, quant à moi, je n'apercevais pas toutes les difficultés.

Nous avons, non seulement décidé de créer un Marché commun, mais nous avons décidé aussi - c'était un jour où nous étions particulièrement audacieux et bien inspirés - de créer l'organisme nécessaire pour le réaliser. Et nous nous sommes mis au travail.

Chance de l'histoire : tous ceux qui ont été désignés à ce moment par leurs gouvernements respectifs étaient depuis longtemps des Européens convaincus et je crois que c'est dans ce choix initial que se trouve une des causes essentielles du succès. Car si un seul des délégués à la conférence de Bruxelles avait été hostile à l'idée européenne et avait montré seulement un peu de mauvaise volonté, je suis convaincu que nous ne serions jamais arrivés aux conclusions et aux résultats d'aujourd'hui.

Mais les chefs de délégation étaient profondément convaincus de la grandeur de la mission qui leur avait été confiée. Ils étaient partisans depuis longtemps, je le répète, de l'idée de l'intégration européenne et c'est grâce à leur désir de réussir et grâce à leur extrême bonne volonté que la conférence de Bruxelles a sorti un premier rapport dans lequel ses experts ont démontré qu'il y avait moyen de faire un marché commun européen, qu'il y avait même plusieurs moyens de le faire; que la difficulté pour les hommes politiques responsables était de choisir entre les diverses voies que les experts proposaient.

Nous nous sommes alors réunis à Venise (vous voyez que nous choisissons bien nos endroits) où nous avons pris une seconde décision sensationnelle et que l'avenir devait cependant révéler un peu moins précise et efficace.

Nous avons dit, après avoir pris connaissance du premier rapport : nous sommes en principe d'accord et nous sommes prêts à rédiger deux traités sur les bases du rapport de Bruxelles.

Je sais maintenant tout ce qui sépare un accord de principe de la rédaction d'un traité sur des bases plus ou moins bien définies.

Il nous a fallu près de dix mois pour appliquer ces principes et élaborer quelque chose sur les bases qui avaient été acquises. Mais aujourd'hui, c'est fait et depuis hier tout-au-moins au niveau gouvernemental le Marché commun et l'Euratom sont nés.

Mesdames et Messieurs,

Je me demande si tous les gens d'aujourd'hui, tous les citoyens des six pays de la Communauté se rendent bien compte de ce qui est en train de se passer. On dit que le 14 juillet 1789, le roi Louis XVI, qui tenait un journal privé, n'a pas cru nécessaire de noter la prise de la Bastille. Il n'avait pas, en tout cas, donné à l'événement une très grande importance. Je voudrais que mes contemporains ne commettent pas aujourd'hui la même erreur et qu'ils se rendent bien compte que quelque chose d'une importance capitale est en train de se faire. J'essaie de trouver une formule susceptible d'alerter l'attention et la vigilance et, dans une certaine mesure, l'inquiétude de mes contemporains.

Je fais d'abord cette comparaison entre la Révolution française et la naissance du Marché commun. Je ne crois pas être ou trop enthousiaste ou trop lyrique en déclarant que si le Marché commun se fait un jour, ses conséquences en ce qui concerne l'avenir de l'Europe seront aussi importantes que celles de la Révolution française elle-même.

Quand je parle en Belgique, je dis à mes compatriotes : maintenant avant le Marché commun, vous êtes les citoyens d'une communauté économique de 9 millions d'habitants; après le Marché commun vous serez les citoyens d'une Communauté économique de 150 millions d'habitants. Il s'agit seulement de rapprocher ces deux chiffres pour comprendre ce qui est en train de se passer.

Les adversaires de l'Europe se sont souvent moqués de la « Petite Europe » et nous n'avons jamais dit - je le répète encore une fois - que la « Petite Europe » était notre objectif final, mais nous croyons que la « Petite Europe » est un terrain d'expérience suffisamment grand et je voudrais souligner à cet égard que s'il y a à peu près 160 millions d'habitants et de consommateurs aux États-Unis, il y a 150 millions d'habitants et de consommateurs potentiels dans la « Petite Europe ». Je ne parle pas, bien entendu, de la Grande, de la Grande Europe libre, mais de la « Petite Europe » des Six : 150 millions d'habitants. Nous voilà donc maintenant - je parle pour les Belges mais c'est vrai également pour les Allemands, pour les Italiens, les Français, les Luxembourgeois, les Hollandais - membres d'une Communauté économique qui au point de vue des consommateurs - je ne me place qu'à ce point de vue là pour le moment - est équivalente aux États-Unis d'Amérique. Cela implique nécessairement un bouleversement total non seulement dans la manière d'agir mais, je veux l'indiquer, dans la manière de penser ?

La mesure des choses est complètement transformée et quelqu'un qui pouvait être un industriel admirable dans un pays de 9 millions d'habitants, arrivera, je crois, au désastre s'il continue à appliquer ses mêmes

méthodes de travail, d'organisation et de pensée le jour où il sera l'industriel d'une Communauté de 150 millions d'habitants. Je le regrette beaucoup pour lui.

Il faut donc que les hommes politiques qui ont pris la responsabilité de cette transformation radicale et fondamentale de l'Europe, maintenant qu'elle est faite ou à peu près faite, se répandent à travers leurs pays respectifs pour alerter ceux qui sommeillent, pour éveiller les endormis et leur dire : faites attention; ceux qui dorment et qui dormiront trop longtemps ne se réveilleront plus jamais. Tandis que ceux qui ont compris ce qui se passe, qui vont s'adapter aux conditions nouvelles et qui vont essayer de penser suivant les normes et les valeurs nées du Marché commun, pour ceux-là je crois que l'avenir économique - et dans mon esprit ces deux notions ne sont jamais séparées - l'avenir social est extrêmement brillant.

Qu'on ne me fasse pas dire que je pense qu'en faisant le Marché commun nous avons réglé toutes les questions et surmonté toutes les difficultés. Il n'en est rien. Qu'on ne me fasse pas dire que l'Europe unie est une sorte de miracle qui permettra de donner demain à chaque pays plus qu'il n'avait hier, à chaque classe sociale plus que ce qu'elle avait hier et à chaque individu plus que ce qu'il avait hier. Si c'était cela faire l'Europe, il est probable, quelle que soit l'idée que l'on ait sur la sagesse des hommes, qu'elle serait faite depuis longtemps.

Non, faire l'Europe c'est quelque chose de plus difficile et de plus compliqué. Et c'est même à mes yeux la politique la plus ardue à expliquer et à faire triompher, parce qu'elle consiste à renoncer à certaines choses que l'on possède soit dans le domaine intellectuel, sentimental, politique, économique, avec l'espoir qu'un jour prochain - du moins c'est ma conviction - le niveau général sera élevé et que le bénéfice total de la Communauté sera plus grand. Mais il y aura des luttes, il y aura des souffrances, il y aura - je ne vois pas pourquoi je ménagerais mes mots et voilerais ma pensée - il y aura peut-être même des intérêts légitimes qui seront froissés ou détruits. Il faudra bien entendu tâcher de veiller à la chose, tâcher d'y remédier dans la mesure du possible, mais les hommes d'État ne doivent pas reculer devant cette responsabilité. Leur rôle n'est pas d'assurer les intérêts individuels, même légitimes, leur rôle est d'assurer la progression constante et définitive de la Communauté toute entière. Et il faut accepter les responsabilités même quand elles sont dures. Voilà ce qu'est à mes yeux le Marché commun.

Il est aussi autre chose que je voudrais indiquer tout de suite, quelque chose que je sens déjà aujourd'hui et qui me paraît considérable. Maintenant que dans les milieux de plus en plus larges et plus avertis, on commence à comprendre notre effort, à voir ce qu'il représente et à se dire que cette Europe unie économiquement va se faire, il va y avoir en Europe un renouveau intellectuel colossal. Les gens vont se mettre à penser, à chercher, à trouver de nouvelles combinaisons et de nouvelles possibilités et dans mon pays déjà, il n'y a plus de jour où je ne reçoive l'une ou l'autre lettre, l'une ou l'autre proposition qui n'ont pas toutes la même importance et la même valeur, que m'envoient des hommes et des femmes qui commencent déjà à raisonner en fonction des valeurs et des normes nouvelles et qui pensent déjà d'une manière neuve.

Ceci dit, je ne veux pas croire que nous sommes au bout de nos peines et que quelles que soient la grandeur et la beauté de la chose, nous n'allons pas connaître des difficultés; il faut bien s'expliquer sur certains aspects du traité. Je voudrais essayer de rencontrer certaines objections principales. D'abord j'entends dire souvent : c'est un traité compliqué. Je reconnais qu'il n'est pas simple et je ne sais pas s'il y aura beaucoup de monde qui le lira du premier au dernier article. Ce n'est certainement pas un best-seller, mais j'avoue que le reproche étant fait, je ne le crois pas tout-à-fait mérité. Certes nous aurions pu faire un traité beaucoup plus simple et moi je puis même aller jusqu'à concevoir un traité en deux articles.

ART. 1er : Le Marché commun européen est créé à partir du 1er janvier 1958.

ART. 2ème : Une commission supranationale réglera toutes les difficultés qui se présenteront en cours d'exécution.

C'eût été un traité infiniment plus simple celui-là, qui aurait été lu par tout le monde, mais je crois qu'il aurait eu un inconvénient c'est qu'il n'aurait été voté par aucun des six Parlements. A partir du moment où, refusant de voir qu'il était plus que simple, qu'il était simpliste, nous nous posions devant les problèmes nés

des réalités. Nous nous sommes aperçus que les problèmes s'ajoutaient les uns aux autres et que, ce qui est tout-à-fait naturel, un pays posait telle sorte de problème répondant à ses préoccupations particulières et tel autre pays en posait un autre répondant à ses préoccupations à lui. Et finalement, cela a fait près de 300 articles.

Ce qu'il y a d'assez extraordinaire et d'assez audacieux c'est que c'est un traité qui est fait et qui est conçu pour l'éternité. Il n'est pas conçu pour 10 ans, il n'est pas conçu pour 25 ans, il n'est pas conçu pour 100 ans : nous nous engageons dans une voie si importante et révolutionnaire, qu'ayant commencé cela, nous nous engageons pour toujours : le toujours humain !

On me dit, et même parfois du côté de ceux qui ne paraissent pas tout-à-fait désireux de faire l'Europe unie : le traité n'est pas assez audacieux, vous avez été terriblement timorés. Qu'est-ce que c'est que cette période transitoire de 12 ans ou de 15 ans maximum ? Vous allez avoir besoin de 12 ans pour faire le Marché commun ?

Si à mes collègues des Affaires étrangères ici présents et qui étaient à Messine il y a un an et demi, on avait dit à cette époque : voulez-vous signer aujourd'hui, tout de suite, un papier affirmant que dans 12 ans le Marché commun sera réalisé, croyez-vous que c'est possible ? Nous aurions sauté sur notre porte-plume et nous aurions signé immédiatement car personne d'entre nous ne pouvait croire que les choses iraient aussi vite. D'ailleurs c'est sage de prendre douze ans, car il y a une période de reconversion nécessaire. Il y a les intérêts actuels qui vont être confrontés avec les intérêts nouveaux. Et ce serait non seulement injuste, mais je crois déplorable, de forcer tant d'intérêts investis et de traditions assises, d'être bouleversés en l'espace de quelques mois ou d'un nombre très petit d'années.

Par conséquent, je crois que c'est une preuve de sagesse et de maturité politique que d'avoir fixé ce temps minimum de 12 ans et ce délai maximum de 15 ans en trois étapes de 4 ans pendant lesquelles des objectifs fixés doivent être atteints.

Ce qui semble inquiéter un plus grand nombre de pays, c'est le fait qu'en faisant un Marché commun nous avons dû nous mettre d'accord pour fixer un tarif commun entre les pays qui font partie de la Communauté et des pays tiers, et, bien entendu, nous nous sommes heurtés à cet égard à une grande controverse doctrinale entre les pays protectionnistes et les pays libre-échangistes ou moins libre-échangistes.

J'ai appris beaucoup sur le libre-échangisme depuis quelques mois et je dois dire que mon respect pour cette doctrine a tout de même un peu diminué parce que j'estime que ses protagonistes eux-mêmes ne la respectent pas suffisamment. Je me suis aperçu, en effet, que s'il y avait bien entendu des tendances différentes entre le protectionnisme et le libre-échangisme, on trouvait rarement un libre-échangiste qui avait le courage d'appliquer ses principes quand était en cause un intérêt national important et vital. Et par conséquent je ne crois pas qu'il faille trop s'exciter sur cette discussion doctrinale.

Ce que je voudrais dire aussi à ceux qui craignent le fait que nous avons dû établir un tarif moyen extérieur commun, c'est qu'il ne faut pas s'hypnotiser sur les situations existantes aujourd'hui et que dans quinze ans, beaucoup de ceux qui ont défendu des positions au cours de la conférence de Bruxelles seront peut-être heureux de s'apercevoir que ces positions n'ont pas triomphé complètement.

J'ai eu des difficultés de temps en temps avec les experts. L'une des plus grandes fut celle-ci : c'est qu'il leur était difficile en ce qui concerne la question des tarifs extérieurs de projeter dans l'avenir autre chose que la situation existante aujourd'hui. J'ai essayé plusieurs fois gentiment, et je l'avoue et je m'en excuse encore en me fâchant un peu, de leur expliquer que si dans quinze ans les situations existantes aujourd'hui étaient encore exactement les mêmes, ce n'était peut-être pas la peine de faire le Marché commun et de se donner tant de mal. Ce que nous voulions c'était précisément faire en sorte que les situations d'aujourd'hui ne soient plus les mêmes dans quinze ans.

Enfin, serrant la question d'un peu plus près au point de vue de certains intérêts et prenant un exemple que je cite volontiers en Belgique, mais qu'il est très possible, j'en suis sûr, de rapporter ailleurs, je voudrais

expliquer la situation du marché belge de l'automobile. La Belgique est un pays libre-échangiste. Nous sommes très fiers de cela et nous avons, sur les automobiles importées, un droit de 24 %, bien que nous n'ayons pas d'industrie de la construction automobile. Je suppose donc qu'il doit y avoir une autre raison savante qui nous a forcés à cette exception à nos principes.

Mais je me suis efforcé d'expliquer que le problème de l'automobile aujourd'hui en Belgique et le problème de l'automobile dans la Communauté étaient tout à fait différents, car dans quinze ans nous aurons une Communauté dont feront partie l'Italie, l'Allemagne, la France, pour ne parler que des grands constructeurs d'automobiles, et nous pourrons acheter en Belgique nos automobiles quelles qu'elles soient : de luxe, de plaisir ou de travail, sans payer aucun droit de douane. Et puis qui dit que dans 15 ans la Belgique n'aura pas, elle aussi, son industrie automobile ?

Nous avons eu en Belgique une industrie de l'automobile dont nous étions très fiers et nous répandions à travers le monde la Minerva qui était considérée comme l'une des plus luxueuses et l'une des plus belles automobiles du temps. Pourquoi n'avons-nous pas continué ? Parce que nos industriels étaient incapables ? Parce que nos ouvriers étaient mauvais ? Pas du tout. Parce que nous étions un pauvre petit pays de 9 millions d'habitants et que l'on ne construit plus aujourd'hui des automobiles dans une Communauté de 9 millions d'habitants. Mais dans 15 ans, et je mets les industriels italiens en garde, nous serons les membres d'une Communauté de 150 millions d'habitants et il n'y a pas de raison, tout au moins théorique, de croire que nous ne serions pas capables en Belgique de faire des automobiles. Par conséquent, lorsque dans 15 ans nous nous retrouverons avec un droit de douane extérieur avec les pays tiers, plus élevé que le libre-échange traditionnel et classique, peut-être que nous serons fort heureux.

J'ai assisté à des querelles épiques entre experts au sujet de certains produits industriels et je n'avais jamais conçu au cours de ma vie ministérielle que vraiment une différence de deux points sur un colorant pouvait être aussi capitale pour toute la vie du pays. Cependant je demande que l'on réfléchisse. Un pays disait : je veux protéger une industrie parce que moi j'ai une industrie productrice. Un autre disait : je veux le libre-échange parce que je suis consommateur et si je dois payer un certain droit de douane supplémentaire sur une matière première qui entre dans mon produit fini, je ne peux pas me faire à cette idée. On essayait de lui faire comprendre qu'un produit qui paie un droit de douane plus haut et qui n'est qu'une partie d'un produit fini, ne voit augmenter le prix de revient total que d'une fraction et qu'en même temps le producteur, au lieu de produire pour 9 millions d'habitants a des possibilités de production pour 150 millions d'habitants. Il est très difficile, on le voit, de faire aujourd'hui la balance exacte et de dire de quel côté est l'avantage. Par conséquent, je suppose qu'ici aussi en Italie vous aurez à répondre à un certain nombre d'objections en ce qui concerne le tarif extérieur, mais que le bon sens vous permettra de le faire facilement avec succès.

Il y a dans le traité des clauses de sauvegarde. Elles sont nombreuses et je crois qu'elles sont justifiées et il y en a une qui fera l'objet dans tous les Parlements de discussions passionnées : ce sont les clauses de sauvegarde de la France. Il est vrai que la France a un régime provisoirement privilégié. Je crois que nous devons le lui donner. Je crois que c'est justifié et qu'en le faisant - tout en mesurant les difficultés politiques que cela peut nous causer à chacun et les explications qui nous seront demandées, je crois que nous avons pris des responsabilités, comme nous devons le faire en faisant à la France cette situation momentanément particulière. Il faut bien le reconnaître, parmi les six pays il y en a cinq qui sont de tendance libre-échangiste; il y en a un - et ce n'est pas une critique - dont toute la politique économique depuis des siècles - les gens savants disent que c'est depuis Colbert - est un pays franchement protectionniste. A ce pays protectionniste, nous demandons à la fois de supprimer ses barrières douanières à l'intérieur de la Communauté et de diminuer sensiblement ses protections douanières grâce ou à cause du tarif commun, en ce qui concerne les pays extérieurs à la Communauté. Et nous le demandons à un moment où ce pays traverse - chacun le sait - des circonstances difficiles aux points de vue militaire et économique, et nous avons pu assurer, il est vrai, le vote du traité au Parlement français en acceptant que, moyennant certaines conditions, la France puisse se protéger d'une manière spéciale. Mais je crois qu'il faut être réaliste et que si nous n'avions pas fait le traité du Marché commun, la France aurait continué à se protéger, et beaucoup plus que dans le cadre du Marché commun, de par sa propre autorité, par sa seule force, et que nous n'aurions pu résister à une politique plus protectionniste qu'en prenant de notre côté des mesures qui répugnent à notre courant traditionnel.

Enfin, nous avons fait quelque chose de très important : nous avons associé les territoires d'outre-mer au Marché commun et là nous avons pu voir comment rapidement les cadres évoluent et changent. A Messine nous avons pris un cadre volontairement étroit et strictement économique; le jour où s'est posée la question des territoires d'outre-mer, nous avons déjà débordé dans la politique et je crois que nous avons jeté les bases d'une Communauté en Afrique des pays européens. C'est mon espoir. Nous avons peut-être jeté les bases d'une Communauté plus vaste que la Communauté européenne, la Communauté eurafricaine, qui me paraît être la véritable chose que, du point de vue économique, nous devons réussir à créer.

Et il faut reconnaître qu'à l'occasion de ces discussions sur les territoires d'outre-mer, nous avons assisté à une première manifestation assez sensationnelle et assez réconfortante d'esprit européen, car nous avons créé un Fonds d'investissements, d'aide sociale et économique pour les pays européens dont les territoires français, il faut le reconnaître, seront les principaux bénéficiaires. Et c'est à mes yeux une assez grande chose que d'avoir vu l'Allemagne d'un côté et l'Italie de l'autre, pour des raisons différentes, accepter toutes les deux de participer à cette politique qui est une politique non seulement généreuse vis-à-vis d'un ensemble de territoires sous-développés mais qui est, comme je l'ai déclaré il y a un instant, l'embryon d'une grande politique européenne et d'une grande politique économique.

Nous avons fait une convention pour cinq ans. Je crois que nous arriverons à la reproduire après les cinq ans et par ce que nous avons décidé à Paris, à Bruxelles et hier à Rome, nous avons probablement jeté les bases de relations nouvelles entre l'Europe et l'Afrique, relations qui n'ont plus rien à voir, faut-il le dire, avec le colonialisme de l'ancien système, mais qui consistent à associer, comme de véritables partenaires, les communautés blanches et les communautés noires.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'avais à vous dire sur le Marché commun.

Je voudrais terminer par une dernière considération qui m'est extrêmement chère et que j'ai la faiblesse de trouver profondément émouvante.

Comme je vous l'ai dit, comme j'ai essayé de vous l'expliquer, ce Marché commun - prélude, étape de l'intégration européenne - c'est probablement une immense réalisation. C'est probablement dans l'histoire de l'Europe une des choses les plus importantes qui aient jamais été accomplies et c'est peut-être même dans l'histoire du monde un événement capital. Et j'ai souvent médité sur la façon dont nous avons réussi la chose. Il serait faux, bien sûr, de soutenir que jamais rien de grand, d'audacieux n'a été fait dans l'histoire des hommes. De grands projets ont été conçus et ont été souvent magnifiquement réalisés, mais si nous y réfléchissons, nous constatons que la plupart du temps, que presque toujours, - et je me demande même si nous ne pouvons pas aller jusqu'à dire toujours - les grandes choses dans l'histoire humaine ont été réalisées grâce à l'emploi de la force, de la menace, de la contrainte ou de la violence.

Et ce qui donne à notre effort, à notre réalisation, son sens véritable, c'est que, pour réussir, nous n'avons comme seule arme que l'appel à la raison, à la sagesse, à l'intelligence et à la solidarité humaine. Nous aurons réussi peut-être à faire l'Europe sans qu'il existe un pouvoir fédérateur. Nous n'avons pas employé la force, nous n'avons pas employé la menace, nous n'avons pas employé la contrainte, et cependant - je le crois - nous avons réussi à faire une révolution si essentielle et si profonde qu'elle rend probablement inutile toute autre révolution.